



Monsieur le Directeur,

Aujourd'hui en Isère et partout sur le territoire les agents de la DGFIP sont en grève et dans l'action.

Le gouvernement, notre ministre et notre Directeur Général, en se transformant en VRP du PAS dans les médias, ne font qu'accentuer la colère et le ras le bol des agents. Non, Monsieur le Directeur, le PAS ne se passe pas bien ! Oui, Monsieur le Directeur, les accueils physiques et téléphoniques ainsi que les e-contact ne peuvent plus être assurés à la hauteur de la demande des usagers. Toutes les cellules de travail en SIP sont appelées en renfort là pour le délestage des Centres de Contact (sans l'applicatif nécessaire), là pour gérer les contentieux/gracieux qui ne sont plus traités dans les délais. Les collègues de l'accueil quant à eux sont seuls face à l'affluence quotidienne, puisque vous avez pris la décision de supprimer les renforts.

Dans tous les services, le manque criant d'effectifs se fait sentir et la situation est catastrophique.

Concernant le contrôle fiscal, thème de votre séminaire du jour, la situation est tout autant inquiétante. La fraude fiscale, évaluée entre 80 et 100 milliards par an, ne peut être combattue par une politique destructive de nos structures et de nos emplois ! Plus de 3100 suppressions d'emplois depuis 2010 dans les services en charge du contrôle. Comme toujours, le totem du numérique, du « big data » et de l'algorithme est brandi avec enthousiasme par une approche « techno » largement hors sol ! Mais le gouvernement s'entête dans cette logique sans tenir compte du terrain !

L'intelligence artificielle ne peut tout solutionner et aucun data-mining ne peut remplacer l'intervention humaine dans des dossiers particulièrement complexes. Pour autant, les annonces en termes d'effectifs au sein de notre administration dans les 5 années à venir détruiront sans aucun doute possible le sens même de nos missions, et les restructurations/fusions vont se répercuter également sur le contrôle fiscal.

A ce jour, plus aucune mission, plus aucun service n'est sanctuarisé.

Avec plus de 40.000 suppressions d'emplois en 12 ans, les agents de la DGFIP ont fourni et fournissent encore des efforts considérables, qui ne sont traduits ni dans une reconnaissance salariale, ni dans une reconnaissance de leur carrière.

Et ce n'est pas la prime PAS de 200 euros, versée en une seule fois et uniquement à une partie des effectifs, qui permettra de rétablir une rémunération plus juste pour les agents de la DGFIP.

Ce ne sont pas non plus les maigres augmentations du point d'indice en 2016 et 2017 qui permettent un rattrapage du pouvoir d'achat des fonctionnaires. Ce n'est pas non plus PPCR qui a permis un gain de pouvoir d'achat pour les agents de la DGFIP, car trop peu d'agents y ont gagné !

Enfin, monsieur le Directeur, le 13 décembre 2018, le DG a réuni l'ensemble des directeurs afin de leur présenter l'organisation du réseau à horizon 2022 dans le cadre de la géographie revisitée. Ainsi, tous les directeurs sont appelés à travailler, à partir d'informations fournies par la centrale (cartographie des services, lieux de résidence des agents, pyramide des ages, réseaux de transports, accessibilité internet, etc.). Vous disposez ou disposerez également pour votre réflexion d'une estimation du nombre d'emplois supprimés dans le département d'ici 2022.

Monsieur le Directeur vous avez entre vos mains le futur de la DDFIP 38 et de ses agents. De la nature et du contenu de vos travaux va dépendre l'avenir personnel et professionnel des agents de la DDFIP de l'Isère. Les restructurations/fusions à venir en Isère sont donc de votre entière responsabilité.

Monsieur LERAY, vous qui prônez le dialogue et la transparence, les agents et leurs représentants souhaitent être informés du détail de ce plan pluriannuel et de son impact en termes d'emplois.